

Insécurité : quand les pouvoirs publics n'ont plus que de mauvaises idées

Les élections européennes n'ont pas permis à l'offre politique française de se renouveler. En attendant les municipales de 2020, qui devraient voir émerger de nouveaux partis d'obédience libérale, les électeurs vont donc continuer à se coltiner nos politiciens étatistes.

En espérant que le grand réveil soit pour bientôt, faisons le point sur la tournure que prend cette vision cauchemardesque.

Personnel politique : la situation est grave, mais ça pourrait être pire

Tout le monde conviendra que nos dirigeants ne sont pas la panacée en matière d'offre politique.

A titre de consolation, rappelons-nous qu'il se trouve encore en France des partis qui se situent, par leurs propositions politiques, pas très loin du point zéro du diagramme de Nolan - cet endroit très dangereux où tant les libertés individuelles que les libertés économiques se trouvent réduites au minimum vital.

Nous jouissons en France d'une éminente tradition de politiciens d'extrême gauche révolutionnaires. Depuis belle lurette, un Jean-Luc Mélenchon donne le meilleur de lui-même pour s'inscrire dans cette filiation.

Tirant les leçons de l'arrivée au pouvoir de Chavez à Caracas, le leader de LFI déclarait par exemple en 2012 qu'en vue de « non seulement conquérir le pouvoir mais l'exercer d'une manière révolutionnaire [] il faut tout conflictualiser ! Tout conflictualiser ! ».

Tel est le « préalable » à « la conquête de l'hégémonie politique » - c'est le grand index inquisiteur de Jean-Luc Mélenchon qui le lui a dit.

A 67 ans, l'ancien sénateur socialiste se fatiguera-t-il bientôt de la politique ? Rien n'est moins sûr, mais il est en tout cas certain que la relève est assurée.

Pas tout à fait dans le même genre mais presque, Philippe Poutou (52 ans) a récemment prouvé que lui aussi est un révolutionnaire, un vrai !

Dans le détail, cela donnait :

« On ne condamnera pas parce qu'on est du même camp, parce qu'on est révolté contre cette société capitaliste »

Que dire On aurait d'abord envie de demander à Philippe Poutou où se situe la limite : y a-t-il une ligne rouge à ne pas franchir, ou bien tout est-il permis au nom de sa « révolution » ?

Ensuite, on aimerait savoir combien d'argent public l'Etat doit verser à l'entreprise dans laquelle travaille Philippe Poutou pour que ce dernier en vienne à considérer que la « société capitaliste » française n'est pas si dure que ça avec lui.

Hélène Kaplan lui a bien posé la question, mais on attend toujours la réponse du super délégué syndical.

Heureusement, les pouvoirs publics sont là pour assurer la sécurité de tout un chacun. Enfin ça dépend de là où vous habitez

Egalité hommes-femmes : quand la mairie de Paris est à tel point progressiste qu'elle tente de permettre aux dames de circuler dans l'espace public

Non, cette fois-ci je ne vais pas vous parler de Marlène Schiappa et de la politique constructiviste qu'elle mène à grands coups de calculatrice.

Plutôt que de vous entretenir de la répartition des tâches ménagères au sein du couple selon la très médiatique secrétaire d'Etat, j'aimerais plutôt revenir sur un sujet qui me semble assez fondamental. D'autant plus qu'il relève assez unanimement de la compétence de l'Etat.

En 2020 se dérouleront les prochaines élections municipales. Nous venons donc d'entrer dans la période où les équipes en place ainsi que leurs opposants sont sur le pont afin de conquérir les votes des électeurs.

Du côté d'Anne Hidalgo, on met le paquet : « la sécurité, l'espace public et l'amélioration de la vie quotidienne, notamment dans le nord-est parisien », comme le résume Le Parisien.

Je vous laisse apprécier les détails apportés par Emmanuel Grégoire, premier adjoint (PS) de la mairie de Paris. Avec « les réfugiés, le retour du crack, les mineurs isolés marocains à risque », il faut renforcer la sécurité « de façon très volontariste et en particulier sur les Xème, XVIIIème, et XIXème arrondissements », nous explique cet élu.

Il détaille :

« D'ici à cet été, 35 agents de sécurité de la Ville de Paris assureront par exemple une présence sept jours sur sept sur l'axe Jaurès (XIXème) - Barbès (XVIIIème) et ses alentours. Parallèlement, 53 agents patrouilleront sur les places, grands axes urbains, les sorties de métro et les parcs et jardins, trop souvent squattés. Sur la place de la Chapelle et ses abords, ils faciliteront la circulation des femmes dans l'espace public, rendue difficile par la présence en très grand nombre de jeunes hommes. On va aussi interdire les distributions alimentaires [aux migrants, NDLR] quand celles-ci se font dans un désordre absolu. On travaille à une charte pour remettre de l'ordre ».

En somme, la mairie reconnaît que quiconque le souhaite peut actuellement se promener dans le nord-est parisien, à la nuance près que cela aura lieu à ses risques et périls, a fortiori s'il s'agit d'une femme.

Après des décennies de politique nationale laxiste en matière de lutte contre la délinquance, les communes en sont réduites à surveiller l'espace public et à rédiger des chartes en espérant calmer tout le joli monde qui encombre leurs rues.

Pendant ce temps-là, au secrétariat d'État en charge de l'Égalité femmes-hommes

Dès qu'elle a pris connaissance de l'urgence de la situation, Marlène Schiappa a bien entendu pensé faire une déclaration ferme rappelant que la sécurité des femmes ne peut qu'être la première préoccupation de toute féministe qui se respecte.

Malheureusement, la secrétaire d'État en charge de l'Égalité femmes-hommes étant assez occupée à commenter les moindres faits divers, elle n'a pas encore eu le temps d'aborder ce problème de fond.

Un concurrent d'Anne Hidalgo plus au fait de ce que peut apporter la technologie en matière de sécurité, mais qui reste dans le palliatif

En bon socialiste, Mounir Mahjoubi a quant à lui prouvé que la gauche a vocation à continuer de traiter les conséquences des problèmes plutôt que leurs causes. Cet éminent représentant de la « gauche castor » a ainsi donné naissance à un nouveau courant : la « gauche bouton-poussoir ».

Je vous laisse admirer dans le texte l'ingénuité toute bisounoursienne de l'ancien collègue de Marlène Schiappa :

« Je propose d'installer 20 000 boutons bleus d'urgence dans les rues de Paris pour appeler les forces de l'ordre en cas de problème. Plusieurs villes dans le monde utilisent déjà ces boutons interphone, en Grande-Bretagne ou à Mexico par exemple [avec Thales], où les interventions policières après signalement sont passées de plus de dix minutes à moins de cinq minutes.

Je distribuerai aussi des boutons portables aux Parisiennes et Parisiens qui se sentent en danger ou vulnérables : les personnes très âgées, celles qui ont déjà été agressées ou menacées

Je veux également déployer un dispositif 'voisins volontaires'. Ainsi que l'appli Paris Urgence Sécurité, qui permettra d'envoyer des alertes via la caméra de son smartphone, sur le modèle de Carbyne ».

Enfin, Mounir Mahjoubi juge utile de « déployer massivement une nouvelle génération de caméras de vidéosécurité dans les rues de Paris ». « Il s'agit juste de se sentir en sécurité », rassure-t-il.

Notez que tout n'est pas à jeter dans ce que propose l'ancien secrétaire d'État chargé du Numérique. Au moins Mounir Mahjoubi a-t-il le mérite de regarder ce qui se fait à l'étranger et d'essayer d'importer les solutions qui lui semblent sinon viables, en tout cas à même de le faire élire.

Ce qui est en revanche fort dommage, c'est que l'on reste dans l'ignorance de son analyse des causes de l'insécurité à Paris et les moyens de la traiter sur le fond, et non simplement en surface,

de manière homéopathique.

Bouton-poussoir ou pas, ce n'est pas demain la veille que je vais quitter ma campagne pour devenir parisien

Pour plus d'informations de ce genre, c'est ici et c'est gratuit